



DEPENSES PUBLIQUES ET DYNAMIQUE DE CROISSANCE AU CONGO-BRAZZAVILLE

F. MOUSSAVOU

Faculté des Sciences Economiques, Université Marien Ngouabi B.P. 69, Brazzaville, Congo

Email : fajmoussavou@gmail.com

RESUME

Cet article se propose de réaliser à partir des données congolaises, une évaluation empirique de l'impact des dépenses publiques sur la dynamique de croissance. Il s'agit notamment d'analyser les effets de la composition des dépenses publiques sur la dynamique de croissance. Les résultats obtenus à partir de la technique de Dickey et Fuller confortent ceux de Barro (1990) et montrent qu'à long terme, les dépenses en capital, les dépenses courantes, les investissements directs nets et les taux d'intérêt réels impactent la croissance économique. A court terme, les dépenses courantes et les termes de l'échange exercent une influence sur la croissance économique. En revanche à long terme et court terme, les résultats montrent que seules les dépenses courantes affectent la croissance économique. Ces résultats ont permis de dégager quelques implications de politique économique au Congo-Brazzaville.

Mots-clés : dépenses publiques, dynamique, croissance économique, Congo

ABSTRACT

This article proposes to produce from Congolese data, an empirical evaluation of the impact of public expenditure on growth dynamics. This involves analyzing the effects of the composition of public expenditure on growth dynamics. The results obtained from the Dickey and Fuller technique reinforce those of Barro (1990) and show that, in the long run, capital expenditure, current expenditure, net direct investment and real interest rates impact growth economic. In the short run, current expenditures and terms of trade influence economic growth. On the other hand, in the long and short term, the results show that only current expenditure affects economic growth. These results made it possible to identify some economic policy implications in Congo-Brazzaville

Key Words: public expenditure, dynamic, economic growth, Congo

INTRODUCTION

Depuis les années 1960, le processus de croissance en Afrique subsaharienne a été largement impulsé par la puissance publique. La volonté de contrôler la création des richesses nationales et la nécessité de construire des infrastructures de bases, ont incité les Etats africains à investir massivement dans le secteur économique jusqu'à la fin des années 1970. Le Congo n'a pas échappé à ce phénomène. Les Etats africains étant les principaux acteurs de leur développement économique à l'époque, vont mettre l'accent sur des politiques de relance basées sur les dépenses publiques (Hugon, 2013). L'idée selon laquelle, les dépenses publiques ont des effets positifs sur le niveau de la consommation et de l'investissement était largement répandue à l'époque auprès des experts des organismes financiers internationaux, notamment, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (Kako Nubukpo, 2007, 223).

Dès le début des années 1970, les politiques de relance par le déficit budgétaire, qui jadis avaient assuré dans les économies occidentales les conditions de leur solvabilité, ont montré leurs limites, et vont se traduire, suite aux deux chocs pétroliers de 1974 et 1979 dans les économies africaines par la stagflation et le surendettement. La problématique des effets des dépenses publiques sur la croissance dans les pays en développement et celle d'une meilleure allocation de ses ressources, capables d'enclencher une croissance durable sera à nouveau au centre de débats économiques.

Ainsi, pour résorber ce fléau, les pays industriels et organismes financiers internationaux, vont imposer aux Etats africains, notamment, la République du Congo, les principes de conditionnalités et les politiques d'ajustement structurel dans les années 1980-1990, pour assainir leurs économies. Ces principes et politiques avaient pour but de lutter contre la pauvreté, la précarité et le gaspillage des ressources rares, qui caractérisent ces économies (Stiglitz, 2002 ; Sharples et Tellier, 2007 ; Chambas et al, 1999 et Chambas, 2010) et leur exigeaient une discipline budgétaire et la réduction du rôle de l'Etat de la sphère économique.

S'il s'avère que la problématique des dépenses publiques sur la croissance économique ait été analysée dans d'autres économies en développement, des telles études n'ont pas été abordées jusqu'ici en ce qui concerne le Congo, à notre connaissance. La connaissance des tels effets est essentielle pour un pays comme le Congo afin d'orienter les choix de décideurs politiques dans ce contexte de crise économique et financière qu'il traverse en ce moment.

Au Congo-Brazzaville, les dépenses publiques connaissent une évolution assez irrégulière. Celle-ci est principalement imputable au contexte du marché pétrolier (PNUD, 2012) et à la baisse du taux de change (Présidence de la République du Congo, 2011). D'autres facteurs tels que la baisse des investissements directs nets et étrangers et l'augmentation des dépenses militaires relatives à la lutte contre la rébellion armée pourraient aussi l'expliquer.

Au regard de ce qui précède, la question de recherche peut être exprimée de la façon suivante, quels sont les effets des dépenses publiques sur la croissance économique au Congo-Brazzaville ? Ces dépenses créent-elles de la croissance ou au contraire, elles entretiennent l'inflation et l'endettement ?

L'objectif de cet article est d'analyser l'impact des dépenses publiques sur la dynamique de croissance au Congo sur la période de 1980 à 2014. Dans cet article, nous allons, contrairement à d'autres travaux (Komain et al, 2007 ; Blanca, 2008 ; Obad et Jamal, 2016) qui analysent l'impact des dépenses publiques sur la croissance, en ignorant les autres catégories des dépenses, mettre l'accent sur les dépenses globales et sur sa composition. Mais aussi, sur la désagrégation des dépenses publiques en dépenses en capital et dépenses courantes. Nous justifions ce choix pour mieux dissocier le pouvoir explicatif de chaque catégorie de dépenses publiques sur l'effet global qu'elles exercent sur la croissance. Pour ce faire, nous mobilisons la technique de Duckey et Fuller pour vérifier l'impact réel de ces dépenses sur la croissance économique.

La suite de cet article est organisée de la manière suivante. Une première section présente la revue de la littérature relative aux

liens existants entre les dépenses publiques et la croissance économique. La deuxième section présente la méthodologie d'analyse adoptée. La troisième section présente les résultats empiriques et leur interprétation.

I. - REVUE DE LA LITTÉRATURE

La problématique des effets des dépenses publiques sur la croissance économique a fait l'objet de plusieurs travaux théoriques et empiriques, tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

1. Revue théorique

Sur le plan théorique, l'analyse du lien entre les dépenses publiques et la croissance économique est au centre des débats qui opposent les libéraux et les keynésiens.

Pour les libéraux, l'accroissement des dépenses publiques provient de la complexité croissante de la société. Ainsi, la part de l'Etat dans l'économie augmenterait avec le niveau du développement industriel du pays. Cela est dû à l'urbanisation, l'augmentation de la population, l'élévation du niveau de vie et de la nécessité de financer les investissements en infrastructures. S'ils considèrent qu'il est important que l'Etat finance la croissance à travers les dépenses publiques, néanmoins ils exigent qu'il le fasse avec ses fonds propres. Car tout financement de l'investissement public par emprunt, risque de provoquer à terme, une hausse des taux d'intérêt qui dissuaderait les entreprises à emprunter et à investir. Sinon, les agents économiques préféreraient réduire leurs dépenses en privilégiant l'épargne, dans la crainte d'une augmentation de leurs taux d'imposition¹. Cela peut aussi se traduire par une diminution de la dépense privée, c'est-à-dire par une équivalence entre le supplément de dépenses publiques et l'amputation de la dépense privée connue sous l'appellation de l'« équivalence ricardienne ». Dans ce contexte, la politique budgétaire est sans effet et le « multiplicateur keynésien »

s'avère inefficace (Barro, 1990). Ainsi, pour les libéraux, les dépenses publiques représentent donc un instrument de stabilisation macroéconomique que l'Etat doit contrôler et utiliser en fonction de ses objectifs économiques (Senat France, 2015).

S'inspirant des travaux de Solow (1956) et de ses prédécesseurs, Barro (1990) va faire une synthèse « keynésiano-libérale », en développant un modèle de croissance économique par les dépenses publiques, dans lequel il réhabilite le rôle de l'Etat et il intègre des externalités positives liées à l'amélioration des infrastructures publiques. En effet, il considère que l'amélioration des infrastructures publiques (routes, écoles) provoque des effets positifs sur le reste de l'économie. Elles influencent positivement la croissance et le bien-être collectif. Cette influence se caractérise par les effets externes positifs dégagés par les dépenses publiques sur la productivité du secteur privé.

Cependant, les keynésiens, considèrent qu'une hausse des dépenses publiques se traduit par le souci qu'a l'Etat de réguler l'économie par les mécanismes du marché. Une diminution du revenu national et des dépenses privées, se manifeste par une injection des dépenses supplémentaires de l'Etat. Cette injection a pour objectif de soutenir la demande effective à travers la réalisation des grands travaux et cela impacte sur le niveau de production globale. Ce mécanisme qualifié de principe « multiplicateur keynésien », implique qu'en cas de surchauffe de l'économie, d'augmentation du revenu national, des prix ou de l'investissement que l'Etat réduise ses dépenses.

¹ L'Etat sera contraint d'élever ses taux d'intérêt pour rembourser sa dette.

2. Revue empirique

De nombreux travaux empiriques ont été réalisés sur les effets des dépenses publiques sur la croissance économique dans un certain nombre de pays développés et en développement. La plupart de ces études, notamment, Aschauer (1989), Easterly et *al* (1993) et Wagstaff (2002), s'appuient sur différents modèles macroéconomiques ou macro-économétriques pour mesurer l'impact des dépenses publiques sur la croissance. Selon Fouopi et *al* (2016), il existe quatre types de catégories d'incidences des dépenses publiques sur la croissance. La première catégorie établit une relation de causalité à double sens ou une causalité unidirectionnelle de la croissance vers les dépenses publiques. La deuxième distingue les relations de long terme et de court terme entre les dépenses publiques et la croissance. La troisième confirme que les dépenses publiques n'ont pas des effets sur la croissance. La quatrième montre que les effets des dépenses publiques sur la croissance sont fonction de la composition des dépenses publiques. Mais, il s'avère que ces différents travaux ont abouti à des résultats divergents. Dans cette recherche, nous regroupons ces travaux en deux grandes catégories : ceux qui mettent l'accent sur les dépenses globales et ceux qui insistent sur la composition de ces dépenses.

2.1. Analyse des dépenses globales

Dans les pays développés, se situent dans la première catégorie, les travaux de Ram (1986) et Aschauer (1989 a, b) lesquels analysent les effets des dépenses publiques sur la croissance économique. Ces auteurs aboutissent aux résultats selon lesquels les dépenses publiques ont un impact positif sur la croissance économique. Kelly (1997) en étudiant les effets des dépenses publiques sur la croissance dans 73 pays sur la période 1970-1989, trouve que les contributions de l'investissement public et les dépenses sociales à la croissance sont assez importantes. Pour Foucault (2010), les dépenses publiques agissent plus sur la croissance à travers son effet multiplicateur, qui consiste à soutenir la

demande effective des consommateurs par une injection des revenus. Par contre, Monteiro (2013), dans ses travaux consacrés à l'économie de l'innovation, trouve que l'augmentation des dépenses productives des gouvernements induit une croissance plus élevée et durable. D'autant plus qu'elles génèrent des externalités positives qui bénéficient à toute la société et contribuent, soit à l'amélioration productive du capital physique ou à celle du travail productif.

En revanche, d'autres travaux dans la même problématique ont abouti à des résultats négatifs, notamment Gwartney et *al.* (1998), Folster et Henrekson (1999) et Dar et Amirkhalkhali (2002). Gwartney et *al.* analysent le lien entre les dépenses du gouvernement et la croissance du PIB pour 23 pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). Ils montrent l'existence d'une relation négative entre les deux variables. Tandis que, Folster et Henrekson et Dar et Amirkhalkhali ont pu mettre en évidence une relation négative entre la taille du secteur public et la croissance économique dans les pays riches. Pour ces derniers, la taille du secteur public aurait une incidence négative sur la croissance et recommandent pour la soutenir que la puissance publique ne se limite qu'à ses fonctions régaliennes.

Cependant, Tanzi et Zee (1997) constatent que les dépenses publiques peuvent influencer la croissance économique par deux canaux. Le premier, constate que les dépenses publiques augmentent le stock de capital de l'économie à travers l'investissement public dans des infrastructures économiques et sociales ou à travers l'investissement des entreprises publiques. Le deuxième, montre que les dépenses publiques impactent indirectement la croissance en augmentant la productivité marginale des facteurs de production offerts par le secteur privé à travers les dépenses d'éducation, de santé et d'autres services qui contribuent à l'accumulation du capital humain.

Par ailleurs, dans les pays en développement, Morley et Perdakis (2000) et Dumont et Mesplé-Somps (2000) concluent que les dépenses globales ont des effets positifs sur la croissance respectivement pour l'Egypte et pour le Sénégal. Sahn et Younger (2002), à

partir d'une analyse microéconomique réalisée sur les pays africains, établissent une relation positive entre les dépenses publiques et le PIB par habitant. Pour ces derniers, une augmentation des dépenses gouvernementales se traduit par des effets bénéfiques dans des pays à bas revenu. Tandis qu'Ashipala et Haimbodi (2003), vont montrer dans un cadre dynamique, qu'une augmentation de l'investissement public a un effet positif sur la croissance en ce qui concerne la Namibie.

Cependant, certains travaux ont abouti à des effets négatifs, notamment Ojo et Oshikoya (1995), Ténou (1999) et Obad et Jamal (2016). Pour Ojo et Oshikoya et Ténou, une hausse des dépenses publiques se traduit par une baisse significative du taux de croissance du PIB par habitant dans les pays pauvres. Obad et Jamal (2016) se sont intéressés aux incidences des dépenses publiques sur la croissance au Maroc. Les auteurs utilisent la méthode d'estimation Autoregressive Distributed Lag et aboutissent aux résultats selon lesquels, il existe un impact négatif des dépenses publiques sur la croissance. Ces résultats s'expliquent par le caractère improductif des dépenses publiques, mais aussi par le fait que l'économie marocaine est caractérisée par une importante charge de la dette qui la mine et la mauvaise gouvernance des dépenses publiques qui évincent l'investissement privé.

En revanche, d'autres travaux ont produit des résultats mitigés. Par exemple, Bynoe (1994), qui à travers une étude réalisée sur des données annuelles de 1965 à 1990, sur le Ghana, le Kenya, la Tanzanie et la Sierra Léone, constate qu'il n'existe aucun effet significatif entre la politique budgétaire et la croissance. Ces résultats seront corroborés plus tard dans les années 2000, par les travaux de Ghali (2000) pour le cas de la Tunisie et Kako Nubukpo (2007) concernant les pays africains membres de l'Union économique et monétaire ouest africain (UEMOA). Kako Nubukpo (2007) montre qu'à court terme, les dépenses publiques globales n'ont pas d'impact significatif sur la croissance dans la majorité des économies de l'Union. Alors qu'à long terme, la hausse des dépenses publiques a un impact sur la croissance nettement différencié par pays. Pour autant, Dramani et *al.* (2012) estiment que les dépenses publiques et la croissance

économique s'influencent réciproquement au sein de l'UEMOA et mettent en évidence l'existence d'une relation de cause à effet entre les dépenses publiques et la croissance sur la période 1967-2007.

2.2. Analyse de la composition des dépenses

Dans les pays développés, Devarajan, Swaroop et Zou (1996) trouvent une relation positive entre les dépenses de consommation publique et la croissance économique. Caselli, Esquivel et Lefort (1996) mettent en exergue une relation positive entre les dépenses publiques en pourcentage du PIB sur la croissance. Par ailleurs, Kneller, Bleaney et Gemmell (1999) ont réalisé une étude sur la base de données de panel de 22 pays de l'OCDE. Ils montrent dans leurs travaux, que les dépenses productives sont les seules à avoir un impact positif sur la croissance économique. Dans leurs travaux en données de panel dans 29 pays latino-américains et asiatiques, sur les dépenses publiques de capital physique public et la croissance économique, Dessus et Herrera (2000) vont confirmer ce résultat.

Dans les pays en développement, Mansouri (2003) s'est intéressé au problème des dépenses publiques en capital et l'investissement privé sur la croissance réelle au Maroc. Il observe l'existence des effets positifs sur la croissance. Knight (1993) et Nelson et Singh (1994) trouvent un effet significatif entre le niveau de l'investissement public en infrastructure et la croissance pour 98 pays au cours de la période 1960-1985. Quant à Coulibaly (2013), il s'appuie sur des séries temporelles pour analyser dans le cas de la Côte d'Ivoire, la relation entre les dépenses publiques d'éducation et la croissance sur la période de 1970 à 2005, grâce à un modèle à correction d'erreur. Il montre que ces dépenses ont un impact positif sur la croissance économique à long terme. En revanche, il constate qu'à court terme, qu'une augmentation de 1% des taux de croissance des dépenses allouées à la formation brute de capital fixe et aux dépenses courantes d'éducation entraîne respectivement des hausses de 0.1659% et de 5.795% du taux de croissance.

Par contre, d'autres travaux ont abouti à des résultats mitigés, notamment, Ghura et Hadjimichael (1996), sur la base d'un échantillon de pays en Afrique sub-saharienne, soutiennent l'existence d'un lien négatif entre le ratio du déficit budgétaire et le taux de croissance par tête. En revanche, Easterly, Loayza et Montiel (1997) qui analysent les effets des dépenses publiques de consommation dans le PIB et la croissance, ne trouvent aucune relation significative, en Amérique latine. N'guessan (2007), en développant un modèle d'accélérateur simple sur la relation entre le stock de capital désiré et le niveau de production au Sénégal, Bénin, Burkina Faso et Mali, ne trouve aucun effet d'entraînement.

Cette revue de la littérature démontre clairement que dans les pays développés et en développement, les travaux théoriques mettent l'accent sur le rôle de l'Etat pour expliquer l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique. Alors que les travaux empiriques insistent, selon Fouopi et al. (2016, 2) sur les quatre catégories d'incidences des dépenses publiques sur la croissance économique.

Eu égard à ces travaux, on constate que les travaux pionniers n'ont pas réussi à s'accorder sur les résultats. Ceci tient à la méthodologie, la nature des données et les pays étudiés. Néanmoins, ils n'ont pas mis l'accent sur la décomposition des dépenses publiques en dépenses en capital et dépenses courantes. C'est ainsi qu'il nous paraît pertinent d'utiliser l'approche économétrique pour analyser l'impact des dépenses publiques sur la dynamique de croissance économique au Congo, en insistant sur deux types d'approches d'analyse, l'approche des dépenses globales et celle de la composition des dépenses.

II.- METHODOLOGIE

1. Modèle empirique

Bon nombre des modèles économétriques ont été utilisés pour étudier l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique, notamment Aschauer (1989) et Kako Nubukpo (2007). Dans cet

article nous allons nous appuyer sur le modèle développé par Kako Nubukpo (2007) qui est une extension du modèle de Barro (1990). Ce modèle nous semble le mieux approprié pour rendre compte des effets des dépenses publiques dans le cadre d'une économie extravertie et dépendante des ressources pétrolières. Pour ce faire, nous allons utiliser dans le cadre de cette modélisation une fonction de type Cobb-Douglas pour établir les liens existants entre les dépenses publiques et la croissance économique :

$$Y = AK^\alpha.L^\beta \quad (1)$$

Avec $\alpha, \beta \geq 0$, Y : niveau de production, A : progrès technique, K : capital physique, L : travail.

En définissant KM comme étant le capital matériel et KI comme le capital immatériel: $K = KM + KI$, nous pouvons écrire l'équation (1) sous la forme suivante :

$$Y = A(KM + KI)^\alpha L^\beta \quad (2)$$

A l'aide d'une transformation mathématique, nous pouvons écrire ce modèle multiplicatif sous forme linéaire :

$$\ln Y = \ln A + \alpha_1 \ln(KM) + \alpha_2 \ln(KI) + \beta \ln L + \varepsilon \quad (3)$$

Avec $\alpha_1 + \alpha_2 = \alpha$.

2. Modèle empirique et ses variables

A partir de la relation (3), nous proposons le modèle linéaire empirique suivant :

$$\ln PIBR_t = \alpha_0 + \alpha_1 \ln(DEC/PIB)_t + \alpha_2 \ln(DPC/PIB)_t + \alpha_3 \ln(IDN/PIB)_t + \alpha_4 \ln(TEC)_t + \alpha_5 TIR_t + \varepsilon_t \quad (4)$$

Avec α_0 la constante, $\alpha_1 \dots \alpha_5$ les paramètres à estimer, ε_t le terme d'erreur e_t . $\varepsilon_t \rightarrow N(0, \sigma^2)$.

La variable expliquée est le produit intérieur brut réel (PIBR), les variables explicatives sont, les dépenses en capital rapportées au PIB (DEC/PIB). Elles représentent les dépenses pour l'acquisition

d'immobilisations et autres capitaux. Les dépenses courantes rapportées au PIB (DPC/PIB) qui, comprennent tous les paiements non remboursables effectués par l'administration publique, avec ou sans contrepartie. Les investissements directs nets rapportés au PIB (IDN/PIB) représentent l'utilisation de capitaux détenus par les entreprises pour l'acquisition des moyens nécessaires à leur exploitation. Les termes de l'échange (TEC) expriment pour un pays le rapport entre les exportations et les importations. Les taux d'intérêt réels (TIR) indiquent les prix des obligations publiques et semi-publiques.

Les données retenues sont issues du site de Sherbrooke pour les termes de l'échange et les taux d'intérêt réels. Celles relatives aux PIBR, aux dépenses en capital (les dépenses d'investissement), dépenses courantes (dépenses de fonctionnement) et aux dépenses publiques (dépenses totales) proviennent du PNUD (2012) pour la période allant de 1980 à 2011 et de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) pour la période de 2012 à 2014. Les statistiques sur les investissements directs sont extraites de la BEAC. Les données couvrent la période de 1980 à 2014. Nous justifions ce choix par l'indisponibilité de données statistiques au Congo.

III. - RESULTATS EMPIRIQUES ET INTERPRETATION

1. Résultats

Les résultats empiriques de cette recherche requièrent que nous étudions d'abord le test de racine unitaire et celui de la cointégration.

1.1. Tests de racine unitaire

Les tests de racine unitaire permettent de détecter la présence de racine unitaire dans une série. Dans ce travail, nous avons choisi le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) et le test de Phillips et Perron (PP).

Les résultats des tests sont annexés au texte.

Ces résultats montrent que toutes les variables analysées sont stationnaires en différence première, intégrées d'ordre 1. Le degré de significativité est de 5%. Par conséquent, on peut procéder au test de cointégration pour vérifier si ces variables sont cointégrées.

1.2. Test de Cointégration de Johansen

Plusieurs tests (test d'Engle-Granger, test de Johansen...) sont utilisés pour déterminer s'il y a ou non de la cointégration entre les variables. Dans ce travail, nous retenons le test de Johansen qui indique la quantité de relation de cointégration. Les résultats de ce test (annexe 2) relèvent l'existence d'une relation de cointégration. De ce fait, il est possible d'estimer le modèle. Les résultats de l'estimation des modèles de long terme et court terme sont consignés dans les annexes 3 et 4.

2. Interprétations et discussion des résultats

2.1. Interprétations

Il ressort des résultats sur les effets des dépenses publiques sur la dynamique de croissance à long et court terme, que les valeurs de la statistique de Fisher (F), les coefficients de détermination ($R^2=84\%$ pour le modèle de long terme et $R^2=79\%$ pour le modèle de court terme) indiquent le degré d'adéquation des modèles aux données. Les statistiques de Fisher, significatives au seuil de 5%, pour les modèles montrent que les variables explicatives contribuent à l'explication de la variabilité totale. Ces résultats révèlent que, les coefficients de détermination sont suffisamment élevés. En conséquence, les modèles de long terme et de court terme sont globalement satisfaisants.

Pour tester la robustesse de notre modèle, nous avons réalisé les tests d'auto-corrélation des résidus, d'hétéroscédasticité, de Ramsey et de Jarque-Bera. Les résultats de ces tests sont significatifs (annexes 5, 6, 7 et 8). Le coefficient associé au terme de correction d'erreurs (-0.156673) est négatif et significatif au seuil de 5%, confirmant ainsi une relation d'équilibre de long terme entre les dépenses

publiques et les déterminants de la croissance économique.

Ainsi à long terme, l'analyse des résultats indique qu'au Congo-Brazzaville, quatre variables exercent des effets sur la croissance économique. Ces variables sont les dépenses en capital, les dépenses de fonctionnement, les investissements directs et les taux d'intérêt réels. Les résultats empiriques de notre travail nous enseignent que lorsque les dépenses en capital augmentent de 1% sur la période étudiée, toute chose égale par ailleurs, cela se traduit par une diminution de 0,22% de croissance. En ce qui concerne les dépenses courantes, nous constatons que celles-ci exercent une influence négative sur la croissance. Une hausse de 1% de ces dépenses, toute chose égale par ailleurs, entraîne une diminution de 1,4% de croissance.

Par contre, pour les investissements directs, nous observons qu'une augmentation de 1% de ces investissements implique une hausse de la croissance économique de l'ordre de 0,29%. Quant aux taux d'intérêt réels, son impact sur la croissance congolaise serait positif.

Alors qu'à court terme, l'analyse des résultats montre que les dépenses courantes et les termes de l'échange exercent des effets significatifs au seuil de 5% sur la croissance. Les dépenses courantes l'affectent négativement. Une hausse des dépenses courantes de 1%, toute chose égale par ailleurs, induit une baisse de la croissance de 0,26%. En revanche, les termes de l'échange ont des effets positifs sur la croissance. Une augmentation de 1% des termes de l'échange, se traduit par une hausse de croissance de l'ordre de 0,42%.

2.2. Discussion des résultats

A long terme, cette analyse atteste que les effets des dépenses en capital sur la croissance économique s'opposent dans leur ensemble à ceux obtenus par Ouattara (2007) en ce qui concerne la Côte d'Ivoire et à ceux obtenus par Ali Sulieman (2014) pour la Jordanie. Mais, ils corroborent ceux de Mansouri (2003) pour le Maroc, qui soutiennent que les dépenses publiques en capital ont un

effet d'entraînement sur la croissance économique réelle. Dans le cas du Congo, cela s'explique par le fait que les dépenses en capital sont financées par une hausse des impôts directs et par une réduction de l'épargne privée.

Pour les dépenses courantes, ce résultat a été démontré par Baldacci, Clements et Gupta (2003) dans 39 pays à faible revenu. Mais aussi au Sénégal par Kane (2004) et au Togo par Napo (2006). Au Congo, ces résultats signifient que ces dépenses sont improductives (Banque mondiale, 2010, 12). Elles ne contribuent pas à la relance économique. Ceci est l'illustration de la triste réalité des économies dominées par l'informel, tel qu'au Congo, où ce secteur représente 80% de l'économie nationale et aspire une masse importante des dépenses courantes qui échappent au circuit économique formel (PNUD, 2006, 67). Ce qui explique la relation négative entre ces deux variables.

Sur la période étudiée, nous constatons que les investissements directs ont une influence positive sur la croissance économique congolaise. Ce résultat va dans le sens de Barro (1990, 1991), Easterly et Rebelo (1993), Ojo et Oshikoya (1995), Ghura et Hadjimichael (1996) et Ashipala et Haimbodi (2003), qui confirment le rôle positif des investissements publics productifs comme moteur de croissance économique. Pour ces auteurs, l'investissement permet d'accroître la production des entreprises et d'une nation, du fait des externalités technologiques positives qu'il engendre. Ce résultat nous permet de croire qu'au Congo, les investissements seraient orientés vers les secteurs productifs, tels que la construction des ports, des infrastructures routières et des télécommunications, comme le propose Barro (1990, 1991).

Cette recherche montre qu'à long terme, les taux d'intérêt réels ont un impact quasi-nul sur la croissance économique. Ce résultat a été mis en évidence par Keynes (1936) et Fitoussi et Le Cacheux (1988). Pour Keynes, les taux d'intérêt sont les instruments principaux de la politique monétaire et des variables expliquant la forte variabilité des taux de change. Ainsi, une hausse des taux d'intérêt dans un pays donné se traduit par un afflux de capitaux cherchant un placement spéculatif. Le pays haussier devient plus créancier par rapport

au reste du monde. Sa monnaie internationale devient plus recherchée et, donc, a tendance à s'apprécier sur le marché des changes. En ce qui concerne le Congo, cela s'explique par le fait que l'économie de ce pays est moins capitaliste. Ce résultat serait le reflet de l'inefficacité des politiques monétaires dans un contexte spécifique qu'est l'économie congolaise qui, lorsque les taux d'intérêt sont élevés, les entreprises investissent moins dans le capital et le remplace par une main d'œuvre disponible et moins chère.

Il ressort des estimations effectuées, qu'à long terme, les termes de l'échange n'ont pas d'influence sur la croissance.

A court terme, l'analyse des résultats montre que les impacts des termes de l'échange sur la croissance économique sont comparables à ceux de Basu et McLeod (1992) en Amérique latine ; Deaton et Miller (1996) et Deaton (1999) et Bleaney et Greenaway (2001) pour les pays africains. Ces auteurs considèrent qu'une amélioration des termes de l'échange a un impact positif sur la croissance du PIB. Dans le cas du Congo, cette amélioration des termes de l'échange est captée par le pays, ce qui se traduit par une amélioration de la croissance économique.

L'observation des résultats confirme qu'à court terme les dépenses en capital, les investissements directs et les taux d'intérêt n'ont pas d'impact sur la croissance économique au Congo, tandis que les termes de l'échange l'influencent positivement. A long terme, les investissements directs et les taux d'intérêt impactent positivement la croissance. En revanche, ces résultats montrent qu'à long et court termes, les dépenses courantes ont eu un impact négatif sur la croissance.

CONCLUSION

L'objectif de cet article était d'analyser les effets des dépenses publiques sur la dynamique de croissance au Congo. Cette analyse se base sur deux types d'approches. Celle qui insiste sur les dépenses globales et celle qui met l'accent sur la composition de ces dépenses. Pour une analyse plus fine, nous avons désagrégé les dépenses publiques en dépenses en capital et dépenses courantes. Cette analyse s'est faite à

travers la technique de Dickey et Fuller. Les résultats obtenus montrent qu'à long terme, les dépenses en capital, les dépenses courantes, les investissements directs nets et les taux d'intérêt, expliquent la croissance économique. Tandis qu'à court terme, ce sont les dépenses courantes et les termes de l'échange qui exercent des effets sur la croissance économique.

En revanche, à long terme, les investissements directs et les taux d'intérêt exercent une influence positive sur la croissance. A court terme, seul les termes de l'échange impactent positivement la croissance. Mais, l'observation des résultats nous montre que les dépenses courantes influent négativement la croissance économique à long et court terme. Ces résultats corroborent les observations faites par le PNUD (2006) concernant l'économie congolaise.

Cela nous amène à proposer quelques implications de politique économique.

La première est relative aux effets des dépenses courantes sur la croissance économique. Qu'une augmentation des dépenses courantes entraîne une diminution de la croissance ? Ce résultat signifie que les pouvoirs publics doivent créer un environnement économique, capable d'endiguer une frange importante de l'informel vers le formel afin d'orienter les dépenses courantes vers les investissements productifs.

La deuxième est relative à l'impact des termes de l'échange sur la croissance. Une augmentation des termes de l'échange augmente la croissance. Si l'Etat veut auto-entretenir la croissance, il doit jouer sur cette variable en encourageant les investissements directs, mais cela nécessite la présence dans le pays, des infrastructures économiques de bases, d'un capital humain qualifié, d'une politique fiscale stable et compétitive, du droit protégeant le respect des droits de propriété et d'une stabilité politique.

Comme nous venons de l'observer, les dépenses publiques ont globalement des effets positifs sur la croissance congolaise, cependant le revenu congolais est tributaire de l'exportation du pétrole. Ainsi, notre dernière

recommandation concerne la diversification de l'économie congolaise. Comme cette économie repose principalement sur ses matières premières, l'Etat congolais doit diversifier ses sources de revenus, en valorisant d'autres secteurs tels que l'agriculture, la manufacture naissante et le bois. Pour ce faire, il doit réformer sa politique foncière en faveur des ruraux et consacrer une bonne partie de son budget au financement des investissements publics productifs, bien que les dépenses courantes soient indispensables au fonctionnement des services publics.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ali S. and Al-Shatti., 2014. «The impact of public expenditures on economic growth in Jordan », *International Journal of Economics and Finance*, 6(10), 157-166.
2. Aschauer D.A., 1989a. « Does public capital crowd out private capital? », *Journal of Monetary Economics*, 24 (7), 171-188.
3. Aschauer D.A., 1989b. «Is public expenditure productive? », *Journal of Monetary Economics*, 25, 177-200.
4. Ashipala J. and Haimbodi N., 2003. «The impact of public investment on economic growth in Namibia», *Working Paper*, 88, NEPRU.
5. Baldacci C. et al., 2003. « Utiliser la politique budgétaire pour stimuler la croissance », *Finances et Développement*, Décembre, 28-31.
6. Banque Mondiale., 2010. « Bien utiliser la richesse pétrolière pour accélérer et diversifier la croissance », *Revue des Dépenses Publiques*, République du Congo, 172p.
7. Barro R., 1990. « Government spending in a simple model of endogenous growth », *Journal of Political Economy*, 98(5), 103-125.
8. Barro R., 1991. « Economics growth in a cross section of countries », *Quarterly Journal of Economics*, 106, 407-443.
9. Basu, P. and Mcleod D., 1992. «Terms of trade fluctuations and economic growth in developing economies», *Journal of Development Economics*, 37, 89-110.
10. Blanca M.D., 2008. « Assessing the Impact of Public Spending on Growth», *Policy Research Working Paper*, 4663, 59p.
11. Bleaney M. and Greenaway D., 2001. « The impact of terms of trade and real exchange rate on investment and growth in Sub-Saharan Africa », *Journal of Development Economics*, 65, 491-500.
12. Bynoe J. A., 1994. « Monetary and fiscal influences on economic activity in African countries », *African Review of Money, Finance and Banking*, 1/2.
13. Caselli F. and al. 1996. « Reopening the convergence debate: a new look at cross-country growth empirics», *Journal of Economic Growth*, 1, 63-390.
14. Chambas G., 2010. « Mobiliser des ressources locales en Afrique Subsharienne », Paris, Economica, 308p.
15. Chambas G. and Combes J.L. and Guillaumont P. and Guillaumont S. and Laporte B., 1999. « Burkina Faso: les facteurs de croissance à long terme », OCDE, 164p.
16. Coulibaly M., 2013. « Impact des dépenses publiques d'éducation sur la croissance économique en Côte d'Ivoire », *European Scientific Journal*, 9, 395-418.
17. Dar A. and Amirkhalkhali S., 2002. « Government size, factor accumulation and economic growth: evidence from oecd countries », *Journal of Policy Modeling*, 24, 679-692.
18. Deaton A. and Miller R.I., 1996. « International commodity prices, macroeconomic performance and policies in Sub-Saharan Africa », *Journal of African Economies*, 5,99-191.
19. Deaton A., 1999. « Commodity prices and growth in Africa», *Journal of Economic Perspectives*, 13,23-40.
20. Dessus S. and Herrera R., 2000. « Public capital and growth: a panel data assessment», *Economic Development and Cultural Change*, 48(2), 407-418.

21. Devarajan S. and Swaroop V. and Zou H., 1996. « The composition of public expenditure and economic growth », *Journal of Monetary Economics*, 37, 318- 344.
22. Dramani L. et Hounkpodote H. et Bationo R., 2012. « Lien entre dépenses publiques et croissance économique dans les pays de l'UEMOA : quelles implications pour la coordination des politiques budgétaires ? », *Studia Ubb, Oeconomica*, 57(2).
23. Dumont J.C. et Mesple-Somps S., 2000. « L'impact des infrastructures publiques sur la compétitivité et la croissance : une analyse en équilibre général calculable appliquée au Sénégal », *DIAL, DT*, 08.
24. Easterly W. and Rebelo S., 1993. « Fiscal policy and economic growth: an empirical investigation », *Journal of Monetary Economics*, (32), 417-458.
25. Easterly Y W. and Loayza N. and Montiel P., 1993. « Has Latin America's post reform growth been disappointing? », *Journal of International Economics*, (43), 287-311.
26. Fitoussi J.P. and Le Cacheux J., 1988. « On Macroeconomic implications of price setting in the open economy », *American Economic Review, Papers & Proceedings*, 78(2).
27. Folster S. and Henrekson M., 1999. « Growth and the public sector: a critique of the critics », *European Journal of Political Economy* 15 (2), 337-358.
28. Foucault M., 2010. « Institutions, croissance économique et dépenses publiques », 17827_Cirano_Chapitre_n° 12_Layout 2.
29. Fouopi D. et al., 2016. « Dépenses publiques et croissance économique dans les pays de la CEMAC », 1^{er} Colloque de l'association d'économie théorique et appliquée, http://www.ecoasso.org/articles/Fouopi_et_al..pdf.
30. Ghali K., 2000. « Export growth and economic growth: The Tunisian experience », *Journal of King Saud University, Administrative Sciences*, 12 (2), 127-140.
31. Ghura D. and Hadjimicael M., 1996. « Growth in Sub-Saharan Africa », *IMF Staff Papers*, 43 (3), 605-631.
32. Gwartney J. and al. 1998. « The scope of government and the wealth of nations », *Cato Journal*, 18(2).
33. Hugon P., 2013. « L'économie de l'Afrique », *La Découverte*, 128p.
34. Kako Nubukpo., 2007. « Dépenses publiques et croissance des pays de l'UEMOA », *Afrique Contemporaine*, 222-250.
35. Kane Amadou H., 2004. « L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique d'un pays en développement : le cas du Sénégal », African Institute for Economic Development and Planning (IDEP).
36. Kelly T., 1997. « Public Expenditures and Growth », *Journal of Development Studies*, 34, 60-84.
37. Keynes J.M., 1936. « *The general theory of employment, interest and money* », London, Mac Millan, Traduction française de J. de Largentaye, Payot (1985).
38. Kneller R. and al., 1999. « Fiscal policy and growth: evidence from OECD countries », *Journal of Public Economics*, 74(2), 171-190.
39. Knight M. and al., 1993. « *Testing the neoclassical theory of economic growth* », IMF Staff Papers, (40), 512-541.
40. Komain J. and Brahmasrene T. 2007. « The Relationship Between Government Expenditures and Economic Growth in Thailand », *Journal of Economics and Economic Education Research*, 8, 93-102.
41. Mansouri B., 2003. « Déséquilibres financiers publics, investissement privé et croissance économique au Maroc », *Analyse Economique et Développement*, AUF.
42. Monteiro O.S.P., 2013. « *Economie de l'innovation, dépenses publiques productives et croissance économique* », Thèse de Doctorat, Université de Nice, 204p.
43. Morley B. and Perdakis N., 2000. « Trade liberalisation, government expenditure and

- economic growth in Egypt», *Journal of Development Studies*, 36(4), 38-43.
44. Napot T., 2006. « *Impact des dépenses publiques sur la croissance économique au Togo* », Institut Africain de Développement Economique et de Planification, <http://www.unidep.org>.
 45. Nelson M. and Singh R., 1994. « The deficit-growth connection: some recent evidence from developing countries », *Economic Development and Cultural Change*, 43, 167-191.
 46. N'guessan B. A., 2007. « *Structure des dépenses publiques, investissement privé et croissance dans l'UEMOA* », Document d'étude et de recherche n°DER /07/04-Septembre.
 47. PNUD., 2006. « *Rapport national sur le développement humain 2005, gouvernance, cohésion sociale et développement humain durable en République du Congo* », Brazzaville.
 48. PNUD Congo., 2012. « *Étude sur la vulnérabilité de l'économie congolaise et ses perspectives de diversification* », juin, 149-150.
 49. Présidence de la République., 2011. « *Bilan (1960-2010) et perspectives de développement économique, social et culturel de la République du Congo* », Brazzaville, Juin.
 50. Obad J. et Jamal Y., 2016. « L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique au Maroc », *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 16, 444-455.
 51. Ojo O. and Oshikoya T., 1995. « Determinants of long term growth: some African results », *Journal of African Economies*, 4 (2), 163-191.
 52. Ouattara W., 2007. « *Dépenses publiques et croissance économique dans les pays de l'UEMOA* », Ed. Universitaires Européennes.
 53. Ram, R., 1986. « Government size and economic growth: a new framework and evidence from cross-section and time-series data », *American Economic Review* 76, 191-203.
 54. Sahn D.E. and Younger S., 2002. « Expenditure incidence in Africa: microeconomic evidence », *Fiscal Studies*, 21(3), 329 – 347.
 55. Senat France., 2015. « *Retour sur l'économie des dépenses publiques* », <http://www.senat.fr/rap/r07-441/r07-44166.html>.
 56. Sharples S., Tellier C., 2007. « Réformes des finances publiques en Afrique et nouveaux mécanismes d'aide et d'allègement de la dette », *Afrique contemporaine*, 3-4, 251-270.
 57. Solow R., 1956. « A contribution to the theory of economic growth: an empirical study », *Quarterly Journal of Economics* 70, 65-94.
 58. Stiglitz J.E., 2002. « *La grande désillusion* », Ed. Fayard, Paris.
 59. Tanzi V. and Zee H., 1997. « *Fiscal policy and long-run growth* », IMF Staff Papers, 44, 179-209.
 60. Tenou K., 1999. « *Les déterminants de la croissance à long terme dans les pays de l'UEMOA* », Notes d'Information et Statistiques, Etudes et Recherches, 493, BCEAO.
- Wagstaff A., 2002. « Health spending and aid as escape routes from the vicious circle of poverty and health », *HNP Discussion Paper*, World Bank, Washington.

ANNEXES

Annexe 1 : Test de stationnarité ADF et PP

Variables	Niveau		Différence première		Décisions	
	ADF	PP	ADF	PP	ADF	PP
LPIBR	-0.532596	-0.506786	-5.898307	-6.328551	I(1)	I(1)
LDEC_PIB	-1.123983	-1.298853	-5.705486	-5.701885	I(1)	I(1)
LDPC_PIB	-1.498281	-1.476613	-5.454363	-6.986438	I(1)	I(1)
LIDN_PIB	-0.863074	-2.124867	-12.10773	-19.34183	I(1)	I(1)
LTEC	-0.861985	-0.823653	-6.103556	-10.14632	I(1)	I(1)
TIR	-5.641071	-6.263155	-5.049619	-20.50982	I(1)	I(1)

N.B. I (1) signifie le degré d'intégration de la série.

Source : auteur (résultats sur Eviews7)

Annexe 2 : Résultats du test de cointégration de Johansen

Hypothesized		Trace	0.05	
No. of CE(s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value	Prob.**
None *	0.827008	112.5050	95.75366	0.0022
At most 1 *	0.431426	54.60620	69.81889	0.4356
At most 2 *	0.408486	35.97361	47.85613	0.3977
At most 3 *	0.298644	18.64630	29.79707	0.5185
At most 4	0.172882	6.939912	15.49471	0.5847
At most 5	0.020284	0.676267	3.841466	0.4109

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Source: auteur (résultats sur Eviews7)

Annexe 3 : Résultats de l'estimation du modèle de long terme. Dependent Variable: LPIBR Method: Least Squares Sample: 1980 2014 Included observations: 35

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	4.034289	1.339010	3.012888	0.0053
LDEC_PIB	-0.225510	0.108785	-2.072990	0.0472
LDPC_PIB	-1.406897	0.453784	-3.100365	0.0043
LIDN_PIB	0.294790	0.059106	4.987509	0.0000
LTEC	0.321273	0.319813	1.004565	0.3234
TIR	0.007863	0.004026	1.953098	0.0605
R-squared	0.838281	Mean dependent var		7.383405
Adjusted R-squared	0.810398	S.D. dependent var		0.873502
S.E. of regression	0.380351	Akaike info criterion		1.059362
Sum squared resid	4.195346	Schwarz criterion		1.325993
Log likelihood	-12.53884	Hannan-Quinn criter.		1.151403
F-statistic	30.06467	Durbin-Watson stat		1.534533
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source: auteur (résultats sur Eviews7)

Annexe 4 : Résultats de l'estimation du modèle de court terme
Dependent Variable: LPIBR Method: Least Squares Sample: 1980 2014
Included observations: 34

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.072514	0.015536	4.667448	0.0001
D(LDEC_PIB)	0.006873	0.036816	0.186676	0.8533
D(LDPC_PIB)	-0.268625	0.105408	-2.548426	0.0168
D(LIDN_PIB)	-0.010022	0.017989	-0.557097	0.5821
D(LTEC)	0.424229	0.092008	4.610765	0.0001
D(TIR)	-0.000383	0.000855	-0.448296	0.6575
RESID01(-1)	-0.156673	0.059966	-2.612684	0.0145
R-squared	0.789796	Mean dependent var	0.088906	
Adjusted R-squared	0.743084	S.D. dependent var	0.174756	
S.E. of regression	0.088579	Akaike info criterion	-1.828614	
Sum squared resid	0.211846	Schwarz criterion	-1.514363	
Log likelihood	38.08644	Hannan-Quinn criter.	-1.721445	
F-statistic	16.90780	Durbin-Watson stat	2.191508	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : auteur (résultats sur Eviews7)

Annexe 5 : Résultats du test d'auto corrélation des résidus

Sample: 1981 2014

Included observations: 34

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob
.*.	.*.	1 -0.098	-0.098	0.3540	0.552
. .	. .	2 0.093	0.084	0.6828	0.711
.*.	.*.	3 -0.129	-0.114	1.3407	0.719
. .	. .	4 -0.013	-0.042	1.3472	0.853
.*.	.*.	5 -0.103	-0.090	1.7914	0.877
.*.	.*.	6 -0.104	-0.136	2.2635	0.894
. .	. .	7 0.040	0.027	2.3367	0.939
. .	. .	8 -0.054	-0.059	2.4737	0.963
. .	. .	9 0.177	0.135	4.0113	0.911
. .	. .	10 -0.006	0.023	4.0130	0.947
. .	. .	11 0.189	0.147	5.9092	0.879
.*.	.*.	12 -0.181	-0.136	7.7340	0.806
. .	. .	13 0.060	0.026	7.9469	0.847
.*.	. .	14 -0.083	-0.007	8.3687	0.869
** .	** .	15 -0.228	-0.257	11.721	0.700
. .	. .	16 0.089	0.103	12.254	0.726

Source : auteur (résultats sur Eviews)

Annexe 6 : Résultats du test de Hétéroscédasticité
Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	1.305600	Prob. F(6,27)	0.2884
Obs*R-squared	7.646135	Prob. Chi-Square(6)	0.2652
Scaled explained SS	2.878602	Prob. Chi-Square(6)	0.8239

Source : auteur (résultats sur Eviews)

Annexe 7 : Résultats du test de Ramsey
Ramsey RESET Test

Equation: UNTITLED			
Specification: D(LPIBR) C D(LDEC_PIB) D(LDPC_PIB) D(LIDN_PIB)			
D(LTEC) D(TIR) RESID01(-1)			
Omitted Variables: Squares of fitted values			
	Value	df	Probability
t-statistic	0.353115	26	0.7268
F-statistic	0.124690	(1, 26)	0.7268
Likelihood ratio	0.162666	1	0.6867
F-test summary:			
	Sum of Sq.	df	Mean Squares
Test SSR	0.001011	1	0.001011
Restricted SSR	0.211846	27	0.007846
Unrestricted SSR	0.210835	26	0.008109
Unrestricted SSR	0.210835	26	0.008109
LR test summary:			
	Value	df	
Restricted LogL	38.08644	27	
Unrestricted LogL	38.16777	26	

Source : auteur (résultats sur Eviews)

Annexe 8 : Résultats du test de Jarque-Bera

